



Distr.
LIMITEE
T/L.1097
21 juin 1965
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Trente-deuxième session
Point 4 a) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

Union des Républiques socialistes soviétiques : amendements au
rapport du Comité de rédaction (T/L.1096)

1. Dans le chapitre intitulé "PROGRES POLITIQUE", insérer, avant l'actuel paragraphe 6, un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"Le Conseil note que l'Autorité administrante continue de détenir la totalité du pouvoir législatif et exécutif dans le Territoire sous tutelle, alors que le peuple micronésien reste tenu à l'écart et empêché de participer à la solution des problèmes auxquels le Territoire doit faire face. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de renoncer à son droit de veto sur toutes les décisions du Congrès de la Micronésie et de conférer au Congrès tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de la pleine autorité législative dans le Territoire."

2. Après la première phrase de l'actuel paragraphe 11, insérer la phrase suivante
"Le Conseil invite la Puissance administrante à lui soumettre aussi rapidement que possible le texte intégral de la charte des organes législatifs de tous les districts du Territoire sous tutelle."

3. Remplacer les actuels paragraphes 12 et 13 par le paragraphe suivant :

"Le Conseil note que tous les postes clefs de l'Administration du Territoire demeurent occupés par des citoyens des Etats-Unis et que l'on continue de nommer des nationaux des Etats-Unis à différents postes, à tous les échelons de l'Administration. Le Conseil estime que la Puissance administrante doit faire en sorte que tous les postes importants de l'Administration du Territoire passent à des Micronésiens."

4. Après l'actuel paragraphe 13, insérer un nouveau chapitre intitulé "SYSTEME JUDICIAIRE", avec le nouveau paragraphe suivant :

"Le Conseil déplore que l'Autorité administrante continue à détenir le contrôle du système judiciaire du Territoire et qu'en particulier, tous les juges de la Haute Cour de la Micronésie soient des citoyens des Etats-Unis. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante de prendre immédiatement des mesures en vue de confier les postes de direction du système judiciaire à des Micronésiens."

5. Remplacer l'actuel paragraphe 15 par le nouveau paragraphe suivant :

"15. Le Conseil note que les crédits ouverts au budget du Territoire par l'Autorité administrante ne représentent même pas une faible part des bénéfices que les Etats-Unis ont tiré et continuent de tirer de l'utilisation du Territoire dans leur propre intérêt, et notamment à des fins militaires."

6. Remplacer la première phrase du paragraphe 18 par le texte suivant :

"Le Conseil note que les crédits ouverts pour la santé publique étant tout à fait insuffisants, les services médicaux restent extrêmement rudimentaires et n'assurent pas l'assistance médicale même aux personnes atteintes des maladies les plus graves. Le Conseil estime que des mesures doivent être prises rapidement en vue d'une amélioration considérable des soins médicaux donnés à la population."

7. Avant l'actuel paragraphe 20, insérer le nouveau paragraphe suivant :

"Compte tenu des besoins du Territoire sous tutelle en personnel hautement qualifié, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de mettre à profit, dans l'intérêt des Micronésiens, les possibilités d'instruction et de formation professionnelle qu'offre aux habitants du Territoire sous tutelle le programme de bourses de l'Organisation des Nations Unies pour les habitants des territoires sous tutelle."

8. a) Dans la dernière phrase du paragraphe 21, supprimer tout ce qui précède les mots "mais il estime" et remplacer ces mots par "Le Conseil estime".

- b) Ajouter à cette phrase le texte suivant :

"et recommande l'adoption de mesures immédiates en vue de créer un établissement d'enseignement supérieur dans le Territoire."

/...

9. Au chapitre VI, remplacer les actuels paragraphes 22 et 23 par les nouveaux paragraphes suivants :

"22. Le Conseil réaffirme le droit inaliénable de la population du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV)].

"23. Le Conseil recommande à l'Autorité administrante d'adopter, immédiatement et sans réserve, des mesures pour la mise en oeuvre dans le Territoire sous tutelle des dispositions de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui est intégralement applicable aux Iles du Pacifique, ainsi que des recommandations du Comité spécial des Vingt-Quatre (A/5800/Add.6)."
